

GUILLAUME, Jacques (dir.) (2015) *Espaces maritimes et territoires marins*. Paris, Ellipses, 240 p. (ISBN 978-2-340-002739)

Frédéric Lasserre

Volume 60, numéro 169, avril 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1038673ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1038673ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

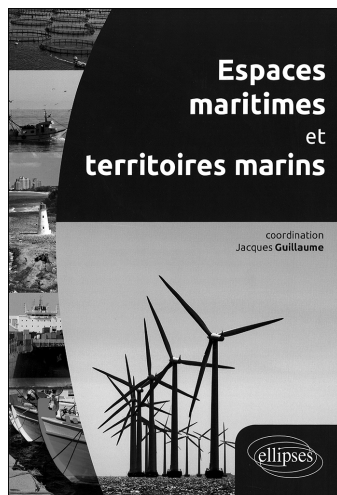
Citer ce compte rendu

Lasserre, F. (2016). Compte rendu de [GUILLAUME, Jacques (dir.) (2015) *Espaces maritimes et territoires marins*. Paris, Ellipses, 240 p. (ISBN 978-2-340-002739)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 60(169), 182–184. <https://doi.org/10.7202/1038673ar>

la collection des atlas chez Autrement, les auteurs associent à des textes sobres, des cartes et des graphiques nombreux et bien montés. Certes, des planches ne contiennent aucune carte et certaines ne sont que des tableaux dont les valeurs sont présentées sur des cartes simples, mais le traitement cartographique et graphique de l'information est souvent efficace et pédagogique. Le format imposé vient avec un prix : il faut être synthétique et concis, donc plusieurs points sont évoqués rapidement sans nécessairement être approfondis : l'ouvrage s'adresse donc davantage au grand public ou aux géographes comme ouvrage de référence ou comme outil de vulgarisation.

Il est évident, malgré tout, qu'il s'agit là d'un ouvrage clair, sérieux, et que la lecture de cet atlas ne peut qu'être fortement conseillée, non seulement aux géographes, mais plus largement à tous les citoyens désireux de disposer d'une information sûre et d'une base de réflexion solide sur les questions énergétiques si présentes dans l'actualité.

Frédéric LASSERRE
Département de géographie
Université Laval



GUILLAUME, Jacques (dir.) (2015) *Espaces maritimes et territoires marins*. Paris, Ellipses, 240 p. (ISBN 978-2-340-002739)

Cet ouvrage s'inscrit dans une abondante production francophone récente sur le thème des océans et des espaces maritimes. Mentionnons notamment André Louchet (2011), *La planète océane, précis de géographie maritime*, Paris, Armand Colin; Pierre Royer (2012), *Géopolitique des mers et des océans*, Paris, PUF Major; Tristan Lecoq (dir.) (2013), *Enseigner la mer. Des espaces maritimes aux territoires de la mondialisation*, Rennes, CNDP/CRDP; Claude Martinaud et Frank Paris (2013), *Océans, mers et îles. Appuis de la mondialisation*, Paris, Ellipses; Alain Miossec (dir.) (2014), *Géographie des mers et des océans*, Rennes, PUR. La thématique est porteuse, du fait de son inscription aux concours de l'enseignement secondaire en France.

Cela n'enlève rien à sa pertinence. En quelques décennies, dans un triple mouvement porté par l'adoption de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en 1982, par la raréfaction relative des prises de pêche près des côtes et par le renchérissement des cours des matières premières, des hydrocarbures en particulier, l'espace maritime a fait son entrée dans les préoccupations des gouvernements, qui ne se contentent plus de penser en

termes de territoires terrestres. Utilisé en premier lieu pour ses ressources vivantes et ses facilités de circulation, l'espace maritime est aujourd'hui sollicité par de nombreuses activités qui renforcent la substance des espaces maritimes institutionnels (mer territoriale, zone économique exclusive [ZEE], plateau continental) et soulignent les enjeux, en termes d'usages, au risque de voir se développer tensions et conflits. Les États se doivent donc d'intervenir pour définir leur stratégie à l'égard des mers qui les bordent. Lentement, se dessinent ce que les auteurs appellent des territoires marins, socialement imprégnés d'usages et de représentations souvent contradictoires, et qui exigent les arbitrages de l'action publique.

L'ambition est importante pour cet ouvrage ! De fait, il ne faut pas que le lecteur s'attende à un traitement exhaustif qui épuiserait le sujet. L'intérêt de l'ouvrage réside dans un certain regard sur la thématique du rapport entre l'État et les espaces maritimes, dans une dynamique de territorialisation par les États côtiers. La première partie présente donc les concepts de territorialisation, de territoires institutionnels et les impacts de ce mouvement juridique et politique sur la navigation, la pêche et l'exploitation des ressources fossiles. Un détail d'importance : les auteurs entretiennent la confusion au sujet du statut des espaces maritimes, notamment en introduction avec l'emploi du terme de souveraineté, non modulé en fonction des paramètres du droit de la mer, et avec le recours indiscriminé au terme de territoire, laissant entendre que l'État côtier a hérité d'une pleine souveraineté sur la ZEE et le plateau continental étendu, ce qui est évidemment faux puisque l'État n'y jouit que de droits souverains sur l'exploitation des ressources des fonds, du sous-sol et de la colonne d'eau dans la ZEE, sur la seule exploitation des ressources des fonds et du sous-sol sur le plateau continental étendu : il ne s'agit pas là d'espaces de souveraineté, comme très rapidement mentionné en p. 20.

La deuxième partie aborde les enjeux de ce mouvement de territorialisation, ou plutôt d'appropriation de ces espaces maritimes : sur la pêche, sur les risques maritimes, notamment liés à l'exploitation des ressources ou au transport de matières dangereuses, et sur l'émergence de conflits, à tout le moins de différends, portant essentiellement sur les zones maritimes relativement proches des côtes. Les auteurs précisent la portée de l'action de l'État et son effet sur les activités économiques, la navigation commerciale, la pêche et le paradoxe apparent qui fait que l'instauration des ZEE n'a pas assuré la prééminence de l'exploitation des ressources halieutiques par l'État côtier, mais a conduit à l'émergence d'un marché financier des permis de pêche. Ils précisent aussi la portée de l'action de l'État sur les autres usages de la mer, trop souvent oubliés, tourisme, pose de câbles et production d'électricité, notamment.

La troisième partie présente l'action de l'État en mer, et notamment la pertinence d'une approche en termes de gestion intégrée de ces espaces maritimes. La quatrième partie aborde des exemples spécifiques de gestion de ces espaces maritimes et des rapports au territoire terrestre : le cas particulier des estuaires et des détroits est ainsi abordé, puis suit une analyse plus spécifique du rôle des îles dans la définition des espaces maritimes.

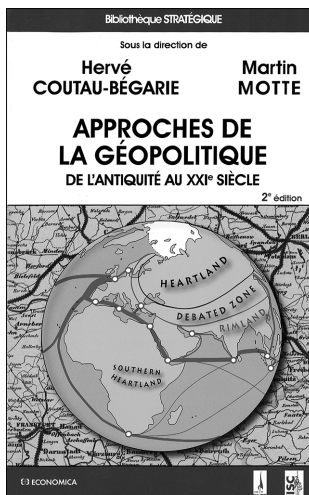
Les thématiques traitées sont intéressantes et les divers chapitres abordent ces points de manière synthétique et claire. En ce sens, l'ouvrage constitue une précieuse réflexion dans le cadre d'une abondante littérature, on l'a vu, sur la politique des États à l'endroit de leur domaine maritime, sans prétention illusoire à l'exhaustivité. Les analyses portant sur la pêche et sur certaines configurations locales comme les conflits dans le golfe du Saint-Laurent, la gestion des espaces maritimes/fluviaux des estuaires, la diversité des ouvertures géographiques des pêches, ainsi que le détroit de Gibraltar sont autant de façons d'ancrer, dans des exemples concrets, le propos de cet ouvrage.



Le livre présente quelques défauts. Ainsi, outre l'ambiguïté permanente au sujet de la souveraineté sur les espaces maritimes, on peut regretter que des discussions théoriques, toujours utiles, ne soient pas toutes très claires. En introduction (p. 8-9) notamment, l'effort de théorisation demeure un peu obscur et, au sujet des conflits, la pertinence de la discussion sur la complexité des processus conflictuels (p. 113-119) est contestable. De même, on peut douter que l'accroissement de la piraterie et du brigandage soit lié à un effondrement pathologique des contrôles de l'État : si l'expansion de cette activité dans certaines zones est à mettre en lien avec la faiblesse des États côtiers, comme en Somalie, cette faiblesse n'épuise pas la causalité du phénomène, qui a également connu un certain développement dans des zones où la faiblesse des États n'est pas en cause, comme en mer de Chine du Sud, notamment. Aurait certainement été appréciée une réflexion plus développée sur le phénomène de la piraterie pour en préciser les causes multiples, ainsi que la portée économique et politique, entre autres sur le commerce maritime international.

Ces critiques ne doivent pas masquer le constat de l'intérêt de cet ouvrage. *Espaces maritimes et territoires marins* propose une lecture pertinente, particulière mais féconde, du mouvement de patrimonialisation des espaces maritimes dans un contexte de maritimisation croissante des économies de nombreux États côtiers.

Frédéric LASSERRE
Département de géographie
Université Laval



COUTAU-BÉGARIE, Hervé et MOTTE, Martin (dir.) (2015) *Approches de la Géopolitique. De l'Antiquité au XXIe siècle*. Paris, Éditions Economica, 784 p. (ISBN 978-2-7178-6774-9)

La seconde édition de cet ouvrage paru en 2014, complétée de trois nouvelles contributions, témoigne de l'intérêt croissant pour la géopolitique bien au-delà de la discipline géographique à laquelle elle se rattache. Il est peu commun de s'intéresser à l'évolution de la pensée géopolitique. Yves Lacoste avait montré, à travers son abondante production scientifique et, surtout, la célèbre revue *Hérodote* lancée en 1976, que cette pensée trouvait ses lointaines racines dans l'Antiquité. D'autres l'ont suivi avec des angles différents ou complémentaires, tels Paul Claval, Claude Raffestin, Michel Korinman, François Thuau et Pascal Lorot en France. Il manquait toutefois une mise à jour des connaissances liées aux récentes recherches menées par une nouvelle génération d'historiens, de politologues et de géographes. Feu Hervé Coutau-Bégarie et Martin Motte ont brillamment relevé ce défi en rassemblant 28 contributions sur des sujets très variés. Cette seconde édition, après l'épuisement de la première en 2014, est le résultat d'un long travail lancé en 2002.